

EMPOWER
Mars 30
Parlement Européen

Présentation de l'ouvrage collectif:
Les Citoyens face à l'Union Européenne.
Raymond Van Ermen

N.B. C'est grâce au Parlementaire Européen Libéral Anglais Andrew Duff, qui fut rapporteur au Parlement Européen sur la crise institutionnelle ouverte par les non des référenda français et néerlandais que les auteurs de l'ouvrage se sont vus offrir la possibilité de présenter leurs propositions pendant toute une journée. Assistaient également à la rencontre des représentants de la Présidence Autrichienne, de la Commission, du Comité Economique et Social.

Le texte qui suit est celui de l'intervention que je me proposais de faire. En fait, vu les débats du matin j'ai dû partir sur une autre base. Un texte qui sera bientôt disponible lui aussi.

C'est le titre de mon introduction de cet après-midi. Empower (où donner plein pouvoir en français) est un des slogans les plus connus dans la société civile africaine, anglo-saxonne et même dans les entreprises. C'est aussi un des mots clefs du Livre Blanc de la Commission sur la politique de communication.

Oui la question clef est de savoir comment les citoyens européens assument leurs différentes formes de citoyenneté et de responsabilité en tant que citoyen européen et citoyen du monde, de leur pays comme de leur commune. Comment ils se donnent le pouvoir de changer les choses. Et cela dans des domaines distincts et de différentes manières, complémentaires entre elles.

La crise institutionnelle créée par le double non français et néerlandais a été qualifié de témoignage de la fracture entre les élites et le peuple. On a aussi dit que c'était une façon pour les citoyens - pour une fois qu'on leur donne le droit de vote - de bloquer un processus qui, à travers une succession de décisions prises sans leur avis et des changements rapides, est devenu un processus qui a pris un cours qui leur apparaît comme une menace et non plus comme un progrès, menée par des institutions qui hier étaient la source des solutions et aujourd'hui sont la source des problèmes.

Je pense que ce double non a été salutaire parce qu'il force à la réflexion des élites qui se sont mises dans un engrenage qu'elles ne maîtrisent plus. Mais il est aussi une occasion de repenser le paysage de l'action citoyenne et de mettre les membres de la société civile devant leurs responsabilités, qu'ils aient ou aient voté oui ou non au traité constitutionnel.

Pour réussir, la première chose à faire est d'être disposé à changer de schéma mental.

Changer de schéma mental, c'est faire trois choses:

1. D'abord rejeter le schéma 'TINA'. En 2002, j'ai lu sur les murs de Johannesburg, à l'occasion du sommet mondial du développement durable, cette phrase: "*The world is the product of our thinking*". Acceptez un instant que les choix faits, les cadres existants ont une alternative, acceptez un instant que la formule si souvent utilisée par les élites qui nous gouvernent, '*there is no alternative*' n'est souvent qu'une forme de manipulation des consciences et vous découvrirez bien vite que tout ce qui vous scandalise dans le monde n'est pas une fatalité. Dans le cadre qui nous occupe ici c'est ce qui inspire notamment nos propositions, face à la bombe à retardement pour une Alliance des 3 Mers ou le nouvel anneau olympique. Alors

qu'on nous dit *'ne soulevez pas les questions des droits fondamentaux, de la place des ONG, car nous devons discuter approvisionnement énergétique,* " nous disons *"donnez vous plus d'atouts dans votre jeux, mettez dans la corbeille des discussions la zone de libre échange commerciale, l'accès aux fonds communautaires, les droits de l'homme, les échanges de jeunes"*. Oui on peut très souvent faire autrement.

2. Ensuite, changer votre perception des institutions de l'Union. L'erreur manifeste souvent commise c'est de concevoir l'Europe comme un cercle avec les Institutions de l'Union en son centre ou comme une pyramide avec les Institutions à leur sommet. Le centre du cercle Europe est vide, il n'appartient à personne ni à aucune Institution/Organisation de se prétendre le centre. L'Europe n'est pas une pyramide mais plutôt une galaxie avec bien des acteurs dont les Institutions mais elles ne sont pas le sommet d'une pyramide imaginaire qui n'existe pas. Nous vivons de plus en plus dans un monde qui n'est pas 'stato-centrique' (comme le système communiste) et nous devons prendre conscience des implications stratégiques et tactiques. Loin de moi de vouloir sous estimer l'importance des institutions de l'Union, mais pour être efficace au niveau institutionnel, il faut savoir bien positionner les institutions et leur lien avec d'autres acteurs dans la galaxie Europe.
3. Enfin, il faut se donner les pouvoirs sans attendre que ceux qui profitent du système en crise actuel vous les accorde, ce qui n'est évidemment pas à leur agenda. Il ne s'agit pas ici d'appeler à la révolution. Il s'agit pour être efficace de mesurer avec précision le pouvoir potentiel et réel dont nous disposons individuellement et collectivement pour faire advenir un monde meilleur. Et de ce point de vue, nous pensons que la stratégie de la société civile doit s'inspirer d'une technique de partie de billard. Il faut savoir jouer par la bande pour frapper une boule qui dans sa trajectoire fera basculer une autre boule dans le bon trou. Et la boule qu'il faut frapper en premier, ce ne sont pas celles peintes en bleu étoilé nommées Commission, Parlement, ou Conseil. La balle à frapper en premier s'appelle "business". Les choix faits pour l'Europe, depuis la communauté du charbon et de l'acier au débat sur la compétitivité, en passant par le grand marché, les zones de libre échange, les programmes satellites ou de recherche, et bien sûr l'euro, correspondent en fait à ce qui a été l'agenda et les priorités du monde des entreprises.

Dans une Union Européenne toujours plus large, en dehors de son rôle de gendarme de la concurrence et de responsable de la santé et de la sécurité des citoyens, il y a peu à attendre des Institutions de l'Union comme 'régulateur'. Et même aujourd'hui ce rôle de gendarme de la concurrence est menacé. Ceci nous concerne directement car la concentration des entreprises est incompatible avec une stratégie de développement durable et de protection des droits des consommateurs. On le voit avec le secteur énergétique où le contrôle de tout le système énergétique européen par moins de 10 groupes est un obstacle à une énergie bon marché et verte. Comme l'écrivait récemment un membre honoraire de la Commission belge qui contrôle le secteur bancaire, Bernard Vanommeslaghe, *"les seuls gagnants seront les dirigeants et les actionnaires des sociétés de gaz et d'électricité, une situation qu'ils qualifient eux-même de rêve, La position est inverse pour les consommateurs"*.

La Commission ne veut pas non plus jouer le rôle de régulateur dans le domaine de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.. *"La Commission vise plutôt à encourager le développement d'initiatives résultant des rapports de force entre les acteurs du marché"*. Dès lors si les citoyens qui veulent un monde meilleur veulent être efficaces, en ce compris en faisant changer la Commission d'attitude, il faut **exercer un rapport de force comme acteur du marché**. Dans notre rapport nous expliquons comment, dans cette partie de billard, frapper la boule 'business'. Nous pouvons changer le marché et changer l'Europe si chacune et chacun d'entre nous change sa façon d'acheter et d'investir. Et ce d'autant plus que comme l'écrit J. de Rosnay, *"se met d'ores et déjà en place une économie*

pour le peuple, par le peuple". Revoilà le révolutionnaire, me direz vous. Non. Ceci est la réalité et le potentiel de l'économie qui se construit par Internet. Changeons le monde, ouvrons les portes !

Les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, si nous coordonnions notre pouvoir d'achat et d'investir, comme chacune des grandes organisations de la société civile – et en premier lieu les syndicats - nous pouvons faire basculer rapidement l'économie dans une nouvelle économie. Et cela nous pouvons le faire sans attendre demain. Quel signal donné à nos élites si à l'occasion du 50ème anniversaire du Traité de Rome, la société civile présentait à Rome aux entreprises comme au pouvoir politique, en même temps que la Déclaration d'Interdépendance, son agenda 2007-2013 pour des investissements et des achats responsables pour un monde solidaire et une société de progrès !

Changer tout cela c'est changer la façon dont nos élites définissent la 'compétitivité', et qui nous conduit au déclin. Changer la donnée économique c'est amener les PDG des entreprises, la boule business de notre partie de billard, à faire du lobbying auprès des Institutions Européennes et des responsables politiques, pour leur dire *'il faut équiper autrement l'Europe pour répondre aux défis du XXIème siècle, s'attaquer aux risques attachés à des crises comme le changement climatique. Il nous faut une économie durable avec zero pollution et zero déchet, pratiquant le commerce équitable, il nous faut une société ouverte et de nouvelles formes de partenariats avec la société civile, les citoyens investisseurs et consommateurs. Il nous faut tout cela pour réduire nos risques de réputation qui ont un impact désastreux sur nos résultats et sur la bourse comme pour nous ouvrir des marchés innovants en Europe comme dans le monde. Pour cela il faut améliorer le projet de traité constitutionnel comme le propose la société civile'*. Et c'est ainsi que la boule business de notre partie de billard poussera la boule traité constitutionnel dans le bon trou.

Décidément devez-vous vous dire ce type est dangereux et cinglé. En fait, les propositions que nous faisons, à partir du concept de "empowering people", concept utilisé aussi dans les multinationales, (ou, si vous n'aimez pas le mot empowering, le concept de démocratie participative, mais conçue comme une démocratie politique, économique et sociale) n'ont rien de révolutionnaire. La multinationale Shell fait des scénarios à l'horizon 2025. Un de ceux-ci s'intitule *'open doors'*. Il reflète la même approche participative. Selon les responsables des scénarios c'est le scénario portes ouvertes qui assurerait tant au plan mondial que pour l'Europe le taux de croissance le plus fort. D'autres exercices similaires comme ceux de Futurible aboutissent à la même conclusion. L'approche participative génère croissance, parce qu'elle génère plus d'innovation y compris en termes de produits comme on le voit dans le domaine pharmaceutique ou celui des micro-crédits..

Dès lors, un message fort que je voudrais vous laisser est *'ne vous laissez plus intimider par les élites qui vous rabrouent au nom de la croissance. Nous avons la clef de la sortie de la crise économique comme la clef de la sortie de la crise constitutionnelle'*.

Mettre en oeuvre un scénario portes ouvertes, facteur de croissance et d'innovation dans une société de la connaissance, c'est ce que nous proposons avec la convocation des Etats Généraux de l'Europe en Réseaux comme quand nous proposons de transformer les missions et la composition du Comité Economique et Social.

Ainsi donc les citoyennes et citoyens européens devraient avoir une stratégie et une tactique basée sur 3 types d'outils dont nous disposons ou que nous devons réclamer

1. Les outils de démocratie directe nouveau à réclamer :
 - (i) Pour 2009, le referendum (ou la consultation) pan-européen
 - (ii) Pour 2014, l'élection du président de la Commission au suffrage universel
 - (iii) Pour 2009, un système d'enquête publique et de commissaires enquêteurs pour l'utilisation de larges parties des fonds communautaires, entre autres les fonds régionaux.

2. Les outils d'un contrat sociétal européen
 - (i) Pour 2006, des Etats Généraux de l'Europe en Réseaux
 - (ii) En 2007, Une Convention III pour de nouveaux indicateurs et la Constitution dont la Charte des Droits Fondamentaux deviendrait la Pierre angulaire.
 - (iii) Pour 2007-2015, des plans d'action pour une société solidaire et durable
 - (iv) un partenariat tripartite institutions – partenaires sociaux – société civile
 - (v) pour 2010, un Comité Economique et Social nouveau pour assurer le suivi

3. Les outils d'une nouvelle économie , d'une société de progrès pour tous :
 - (i) Dès 2006, des achats responsables par les individus , les pouvoirs publics et les entreprises
 - (ii) Des 2006, des investissements responsables par les individus , les pouvoirs publics, les banques, les fonds de pension, les syndicats, les organisations religieuses, les entreprises
 - (iii) En 2007, un plan d'action investissements et d'achats socialement responsables

J'ai fait un rêve , lançait Martin Luther King. Nous avons les moyens de notre Rêve européen nouveau. Allons, avançons ensemble pour un monde meilleur en créant un nouveau rapport de force par le marché comme au plan institutionnel.